Pour débloquer le développement de Cuba

Annie Arroyo • 4 janvier 2017

Pour débloquer le développement de Cuba – la nécessité d'accélérer l'entrée de capital étranger dans l'économie cubaine devient de plus en plus évidente. (Granma)

La nécessité d’accélérer l’entrée de capital étranger dans l’économie cubaine, afin d’augmenter l’activité au niveau des investissements en général et donc obtenir un décollage solide de la croissance économique, devient de plus en plus évidente. Tant que ce cycle ne se fermera pas, il manquera des points d’appui au développement dans sa version cubaine : le socialisme prospère et durable.

Capter des investissements étrangers

À Cuba, l’objectif de capter des investissements étrangers à hauteur de 2 000 et 2 500 millions de dollars chaque année a gagné du terrain. Cette

injection permettrait un taux d'investissements supérieur à 20 % du Produit Intérieur Brut (PIB), un niveau accepté comme minimum nécessaire pour que l'économie s'accroisse d'au moins 5 ou 6 %. Ce n'est que lorsqu'il atteindra ces taux de croissance de manière durable que le pays pourra entrer dans la voie du développement.

L'évolution la plus récente de l'économie cubaine confirme par un contraste lamentable la logique de ces équations.

Selon le Bureau National des Statistiques et d'Information (ONEI), le taux d'investissements oscille autour de 10 % du PIB depuis des années. Parallèlement, l'économie a peu avancé et cette année a baissé pour la première fois en plus de deux décennies. Même si le fait de limiter les causes de cette pauvre croissance à la faible activité des investissements conduirait au péché d'imprécision et à d'autres risques plus graves, les coïncidences sont des signes qui méritent l'attention.

Une alternative d'expansion lente

Malgré le virage qu'a tenté la politique d'investissements étrangers, ces dernières années, quand le gouvernement leur a attribué une importance stratégique – auparavant il les voyait à peine comme un complément de l'économie-, c'est une alternative d'expansion lente. Depuis l'approbation de la Loi 118, sur les Investissements Étrangers, en mars 2014, 83 projets avec un capital externe, pour une valeur totale d'exécution de 1 300 millions de dollars, ont reçu le feu vert.

Les rapports présentés lors de la dernière séance de l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire indiquent que l'investissement interne du pays n'atteint que 6,5 % du plan d'investissement en 2017. Il est encore très bas, comme l'a reconnu le Ministre des Finances, Ricardo Cabrisas. À en juger d'après des données partielles, le montant annuel est de l'ordre de quelques centaines de millions de dollars, loin de ce dont a besoin Cuba pour parler de développement.

L'adoption de bénéfices fiscaux, l'éventail d'opportunités, la simplification de formalités et la renégociation de dettes avec d'autres pays pour gagner en crédibilité financière internationale, plus les mesures pour attirer des

investisseurs, n'ont pas été suffisantes.

Une économie encore trop centralisée

Une économie trop centralisée encore – visible dans les échelons pour approuver une association avec un capital étranger-, baisse l'efficacité dans la planification. Le peu d'expérience des entreprises pour manœuvrer sur des marchés externes, une dualité monétaire et de change, et d'autres conflits structurels en attente d'une solution, retardent l'initiative patronale et ministérielle face à des hommes d'affaires d'autres pays.

Fer de lance de la nouvelle stratégie d'investissement, la Zone Spéciale de Développement de Mariel (ZEDM), même si elle a progressé cette année, a besoin de croître encore plus. Depuis son début en 2013, elle a intégré 19 projets de compagnies étrangères, mixtes et cubaines, dont 11 sont devenus opérationnels après novembre 2015.

Il n'est pas seulement question de chiffres, ni de consensus pour multiplier les investissements. Cette politique cherche plus que des assemblages financiers externes.

Accéder aux marchés

Elle vise aussi des objectifs autour desquels s'exaspère la bataille commerciale dans le monde : l'acquisition de technologies de pointe et l'accès aux marchés. C'est vital, pour développer les exportations et les revenus de Cuba, pour oxygéner l'industrie et pour débloquer des technologies comme les sources renouvelables d'énergie. Et c'est un chemin indispensable pour le développement et, en même temps, très épineux. Le blocus économique des États-Unis rajoute des obstacles.

La politique d'investissements étrangers requiert de la prudence mais aussi la plus grande diligence. Les contrôles pour éviter la plaie de la corruption ne peuvent pas se convertir en un frein. L'intervention de formes de gestion non étatiques dans l'association avec un capital étranger est une alternative à laquelle on commence à réfléchir. Elle devrait être amplifiée au fur et à mesure que les coopératives et les entreprises privées gagnent du terrain dans le modèle économique cubain.

Il va falloir alors repenser la manière de faire participer aux bénéfices les travailleurs des entreprises d'état associés aux investissements étrangers, pour ne pas augmenter leurs désavantages face à des entités privées. La participation réelle de ces travailleurs peut garantir des contrôles plus effectifs et des clés pour un développement socialiste qui ne se mesurent pas qu'avec des chiffres.

Auteur : **Ariel Terrero** | granma.cu
30 décembre 2016
Traduction : Annie Arroyo pour France-Cuba, le 4 janvier 2017.